

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2015/03271]

15 JUILLET 2015. — Arrêté ministériel portant des dispositions diverses en matière d'accise

Le Ministre des Finances,

Vu la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (1), modifiée par les articles 88 à 93 de la loi-programme du 19 décembre 2014 (2);

Vu la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise (3);

Vu l'arrêté royal du 17 mars 2010 relatif au régime général d'accise (4);

Vu l'arrêté ministériel du 2 mars 2004 relatif au régime fiscal des récipients pour boissons soumis à la cotisation d'emballage et des produits soumis à la cotisation environnementale (5);

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 2010 relatif au régime général d'accise (6);

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 décembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 mars 2015;

Vu l'avis n° 57.185/3 du Conseil d'Etat, donné le 30 mars 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté ministériel du 18 mars 2010 relatif au régime général d'accise, l'annexe 11, remplacée par l'annexe à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2014, est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 2. Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 2 mars 2004 relatif au régime fiscal des récipients pour boissons soumis à la cotisation d'emballage et des produits soumis à la cotisation environnementale, les mots « et des produits soumis à la cotisation environnementale » sont abrogés.

Art. 3. A l'article 1/1 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé;

2° dans le paragraphe 6, les mots « ou en exonération de la cotisation environnementale » sont abrogés.

Art. 4. Le Titre IIIbis du même arrêté est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015, à l'exception de l'article 1^{er} qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 15 juillet 2015.

J. VAN OVERTVELDT

Notes

- (1) *Moniteur belge* du 20 juillet 1993;
 (2) *Moniteur belge* du 29 décembre 2014;
 (3) *Moniteur belge* du 31 décembre 2009;
 (4) *Moniteur belge* du 26 mars 2010;
 (5) *Moniteur belge* du 5 mars 2004;
 (6) *Moniteur belge* du 26 mars 2010.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2015/03271]

15 JULI 2015. — Ministerieel besluit houdende diverse bepalingen inzake accijnzen

De Minister van Financiën,

Gelet op de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur (1), gewijzigd bij de artikelen 88 tot en met 93 van de programmawet van 19 december 2014 (2);

Gelet op de wet van 22 december 2009 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen (3);

Gelet op het koninklijk besluit van 17 maart 2010 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen (4);

Gelet op het ministerieel besluit van 2 maart 2004 betreffende het fiscaal stelsel van drankverpakkingen onderworpen aan verpakkingsheffing en van producten onderworpen aan milieuheffing (5);

Gelet op het ministerieel besluit van 18 maart 2010 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen (6);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 december 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 18 maart 2015;

Gelet op het advies nr. 57.185/3 van de Raad van State, gegeven op 30 maart 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 18 maart 2010 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen wordt de bijlage 11, vervangen door de bijlage bij het ministerieel besluit van 31 januari 2014, vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. In het opschrift van het ministerieel besluit van 2 maart 2004 betreffende het fiscaal stelsel van drankverpakkingen onderworpen aan verpakkingsheffing en van producten onderworpen aan milieuheffing worden de woorden "en van producten onderworpen aan milieuheffing" opgeheven.

Art. 3. In artikel 1/1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

2° in paragraaf 6 worden de woorden "of met vrijstelling van milieuheffing" opgeheven.

Art. 4. Titel IIIbis van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015, met uitzondering van artikel 1, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 juli 2015.

J. VAN OVERTVELDT

Nota's

- (1) *Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1993;
 (2) *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2014;
 (3) *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2009;
 (4) *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 2010;
 (5) *Belgisch Staatsblad* van 5 maart 2004;
 (6) *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 2010.

Annexe à l'arrêté ministériel du 15 juillet 2015

Annexe 11

DECLARATION DE MISE A LA CONSOMMATION EN MATIERE D'ACCISE (NOTICE)

Cases à remplir

- Case 1 : Déclaration : cette case comporte trois subdivisions.
- Première subdivision : mentionner le sigle « AC » pour indiquer qu'il s'agit d'une déclaration de mise à la consommation en matière d'accise.
 - Deuxième subdivision : mentionner le code "4" désignant la mise à la consommation.
 - Troisième subdivision : ne pas compléter.
- Case 3 : Formulaire : indiquer le numéro d'ordre de la liasse parmi le nombre total de liasses utilisées (formulaire AC 4 et formulaires complémentaires confondus)
- (par exemple, si un formulaire AC 4 et deux formulaires complémentaires sont présentés, indiquer sur le formulaire AC 4 : 1/3, sur le premier formulaire complémentaire : 2/3 et sur le deuxième formulaire complémentaire : 3/3).
- Lorsque la déclaration ne porte que sur un seul article, c'est-à-dire lorsqu'une seule case 31 « désignation des marchandises » doit être remplie, indiquer 1/1 dans la case.
- Case 5 : Indiquer, en chiffres, le nombre total des articles déclarés par l'intéressé dans l'ensemble des formulaires et formulaires complémentaires utilisés, le nombre d'articles correspondant au nombre de cases 31 à remplir. Voir également les indications relatives aux cases 3 et 32.
- Case 6 : Total des colis : indiquer en chiffres le nombre total des colis.
- Case 7 : Numéro de référence : indication par les utilisateurs, de la référence commerciale attribuée par l'intéressé à l'envoi en cause.
- Case 8 : Destinataire : indiquer les nom et prénoms ou la raison sociale, la forme juridique et l'adresse de l'intéressé. Indiquer aussi la personne de contact, son numéro de téléphone et son numéro de fax ainsi que son adresse électronique.
- S'il s'agit d'un entrepôt fiscal ou d'un destinataire enregistré, indiquer le numéro d'accise.
 - S'il s'agit d'un distributeur de gaz naturel ou d'électricité, un producteur ou un commerçant en houille, coke ou lignite, ou un utilisateur final en matière d'alcool, indiquer le numéro d'autorisation.
 - N° : indiquer le numéro d'entreprise BCE ou le numéro de registre national.
- Case 14 : Déclarant/Représentant : indiquer les nom et prénoms ou la raison sociale, la forme juridique et l'adresse de l'intéressé. Indiquer aussi la personne de contact, son numéro de téléphone et son numéro de fax ainsi que son adresse électronique.
- S'il s'agit d'un entrepôt fiscal ou d'un destinataire enregistré, indiquer le numéro d'accise.
 - S'il s'agit d'un distributeur de gaz naturel ou d'électricité, un producteur ou un commerçant en houille, coke ou lignite, ou un utilisateur final en matière d'alcool, indiquer le numéro d'autorisation.
 - N° : indiquer le numéro d'entreprise BCE ou le numéro de registre national.
- Case 31 : Colis et désignation des marchandises; marques et numéros – n° (s) conteneur(s) – nombre et nature : indiquer les marques, numéro(s), nombre et nature des colis ou, dans le cas de produits non emballés, le nombre de ces produits faisant l'objet de la déclaration ou la mention « en vrac », selon le cas, ainsi que les mentions nécessaires à leur identification. En cas d'utilisation de conteneurs, les marques d'identification de ceux-ci doivent, en outre, être indiquées dans cette case.
- La désignation des marchandises s'entend de leur appellation usuelle et commerciale, exprimée en des termes suffisamment précis pour permettre leur identification et leur classification immédiate et certaine. La désignation des marchandises peut être mentionnée sur une feuille séparée qui peut consister en un ou plusieurs listings informatiques et dont un exemplaire est annexé à chaque volet de la déclaration.
- Dans cette case ou sur la feuille séparée, mentionner également toutes les données nécessaires au calcul de l'accise, notamment le titre alcoométrique, le degré Plato, les quantités par livraison, etc.
- La nature du colis est mentionnée suivant la liste des codes repris à l'appendice 4 de l'annexe XXVII (notice du document unique – régime H – mise en libre pratique), prévue par l'arrêté ministériel du 22 juillet 1998 relatif aux déclarations en matière de douane et d'accises.
- Case 32 : Numéro de l'article : indiquer dans cette case le numéro d'ordre de l'article en cause par rapport au nombre total des articles repris en case 5 déclarés dans les formulaires et les formulaires complémentaires utilisés.
- Case 33 : Code des marchandises (cinquième subdivision) : code additionnel national. Ce code se compose de quatre caractères. Les codes sont repris à l'appendice 7 de l'annexe XXVII de la notice du document unique – régime H – mise en libre pratique, prévue par l'arrêté ministériel du 22 juillet 1998 relatif aux déclarations en matière de douane et d'accises.

- Case 37 : Régime : cette case comporte deux subdivisions. Seule la première subdivision est à compléter. Le code qui doit figurer dans cette case constitue un développement du code à indiquer dans la deuxième subdivision de la case 1. Il s'agit d'un code à quatre chiffres. Ce code commencera toujours par 45 suivi de :
- 80 lors de l'introduction d'une déclaration de mise à la consommation à la sortie de l'entrepôt fiscal par un entrepositaire agréé;
 - 81 lors de l'introduction d'une déclaration de mise à la consommation par un destinataire enregistré;
 - 82 lors de l'introduction d'une déclaration de mise à la consommation par un destinataire enregistré à titre temporaire;
 - 83 lors de l'introduction d'une déclaration de mise à la consommation de produits ayant déjà été mis à la consommation dans un autre Etat membre et devant être mis à la consommation dans le pays;
 - 84 lors de l'introduction d'une déclaration de mise à la consommation par un distributeur de gaz naturel ou d'électricité;
 - 85 lors de l'introduction d'une déclaration de mise à la consommation par le titulaire d'un établissement d'accise;
 - 86 lors de l'introduction d'une déclaration de mise à la consommation par le titulaire d'une autorisation « utilisateur final » en matière d'alcool;
 - 87 dans les autres cas.
- Case 38 : Masse nette (kg) : indiquer la masse nette, exprimée en kilos, des produits décrits à la case 31 correspondante lorsque l'accise exigible sur ces produits est établie sur base du nombre de kilos masse nette (café - fuel lourd - gaz de pétrole liquéfiés - houille - coke - lignite - les substances sous forme de poudre, de granulés ou sous une autre forme solide manifestement destinées à la confection de boissons non alcoolisées relevant du code NC 2202, à l'exception de boissons à base de lait ou de soja, conditionnées soit en emballage de vente au détail soit en emballage destinés à la confection de telles boissons prêtes à l'emploi).
- Case 40 : Déclaration sommaire/Document précédent : il s'agit des références à la comptabilité-matières ou aux documents suivants :
- e-AD;
 - DAS;
 - document commercial;
 - autres.
- Mentionner le numéro et la date du document d'accompagnement sous le couvert duquel les produits ont été expédiés en régime de suspension de droits vers le destinataire enregistré ou vers le destinataire enregistré à titre temporaire ou mentionner l'inscription dans la comptabilité-matières.
- Case 41 : Unités supplémentaires : le cas échéant, indiquer pour l'article concerné, la quantité exprimée dans l'unité en vigueur.
- Pour l'alcool éthylique et les boissons alcoolisées : le nombre de litres à 20°C jusqu'à la seconde décimale;
 - Pour la bière, le vin, le vin mousseux, les autres boissons fermentées et les produits intermédiaires : le nombre de litres;
 - Pour les produits énergétiques et l'électricité : le nombre de litres à 15°C; ou le cas échéant, le nombre de kilos ou le nombre de MWh;
 - Pour le café : le poids net en kilos;
 - Pour les limonades, les autres boissons non alcoolisées et les substances sous forme liquide, manifestement destinées à la confection de boissons non alcoolisées relevant du code NC 2202, à l'exception de boissons à base de lait ou de soja, conditionnées soit en emballage de vente au détail soit en emballage destiné à la confection de telles boissons prêtes à l'emploi : le nombre de litres;
 - Pour les substances sous forme de poudre, de granulés ou sous une autre forme solide, manifestement destinées à la confection de boissons non alcoolisées relevant du code NC 2202, à l'exception de boissons à base de lait ou de soja, conditionnées soit en emballage de vente au détail soit en emballage destiné à la confection de telles boissons prêtes à l'emploi : le poids net en kilos;
 - Pour les récipients individuels (cotisation d'emballage) : la quantité de boissons mise à la consommation, exprimée en hectolitres.
- Case 42 : Prix de l'article : à compléter uniquement si la T.V.A. doit être acquittée au moyen de la déclaration de mise à la consommation. Mentionner le prix des produits, exprimé en euro.

Case 44 :

Mentions spéciales :

- renseigner la période à laquelle se rapporte la déclaration;

- pour une déclaration de mise à la consommation de houille, de coke ou de lignite : le déclarant doit conserver les factures ou une liste reprenant toutes les données indispensables mentionnées sur ces factures de livraison jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de l'introduction de la déclaration.

Mentionner en outre les données suivantes relatives à ces factures ou à la liste :

○ le numéro de référence;

○ la date;

○ éventuellement des informations complémentaires;

- s'il s'agit de récipients individuels réutilisables : mentionner le numéro de référence (numéro D.A.) du « Titre de reconnaissance de la qualité de récipient individuel réutilisable », attribuée par l'Administrateur général Douanes et Accises;

- pour une déclaration de mise à la consommation en exonération de l'accise : indiquer la disposition légale concernée;

- pour une déclaration de mise à la consommation avec attestation délivrée par application de l'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 3 juillet 2005 fixant les mesures d'application de certains taux réduits d'accise et de l'article 13, § 3, de l'arrêté ministériel du 27 octobre 2005 concernant la taxation des produits énergétiques et de l'électricité : le déclarant doit conserver l'attestation jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de l'introduction de la déclaration;

Mentionner en outre les données suivantes relatives à cette attestation :

○ le numéro de référence;

○ la date;

○ éventuellement des informations complémentaires;

- en cas d'octroi d'un taux réduit ou d'une exonération d'accise à une personne titulaire d'une autorisation « produits énergétiques et électricité » : mentionner le numéro de l'autorisation « produits énergétiques et électricité », le code produit et le numéro de l'établissement. Si les produits sont destinés à tous les lieux d'établissement de l'entreprise : mentionner le numéro de l'autorisation et le code produit;

- pour une déclaration de mise à la consommation relative à des produits enlevés d'un entrepôt fiscal sous le couvert du document 136F conforme au modèle figurant à l'annexe XI de l'arrêté ministériel du 22 juillet 1998 relatif aux déclarations en matière de douane et d'accises : le déclarant doit conserver le document 136F jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de l'introduction de la déclaration.

Mentionner en outre les données suivantes relatives à ce document 136 F :

○ le numéro de référence;

○ la date;

○ éventuellement des informations complémentaires;

- pour une déclaration de mise à la consommation relative à des produits enlevés d'un entrepôt fiscal sous le couvert du deuxième exemplaire du certificat défini par le Règlement (CE) n° 31/96 de la Commission du 10 janvier 1996 relatif au certificat d'exonération des droits d'accise : le déclarant doit conserver le certificat jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de l'introduction de la déclaration.

Mentionner en outre les données suivantes relatives à ce certificat :

○ numéro de référence;

○ la date;

○ éventuellement des informations complémentaires;

- pour une déclaration de mise à la consommation introduite à la suite d'une décision relative à une récupération de vapeur : le déclarant doit conserver la décision jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de l'introduction de la déclaration.

Mentionner en outre les données suivantes relatives à cette décision :

○ le numéro de référence;

○ la date;

○ éventuellement des informations complémentaires;

- pour une déclaration de mise à la consommation introduite à la suite d'une décision relative à une remise en œuvre : le déclarant doit conserver la décision jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de l'introduction de la déclaration.

Mentionner en outre les données suivantes relatives à cette décision :

- le numéro de référence;
- la date;
- éventuellement des informations complémentaires;

- pour une déclaration de mise à la consommation relative au gaz naturel et/ou à l'électricité : le déclarant doit conserver la note de calcul des avances jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de l'introduction de la déclaration.

La subdivision « Code M.S. » (mentions spéciales) ne doit pas être remplie.

Code 47 :

Calcul des impositions : indiquer le type d'imposition, la base d'imposition, le taux applicable, le montant dû de l'imposition considérée, le total des impositions, le mode de paiement choisi et les droits introduits par soi-même.

a) Le type d'imposition :

Pour les codes applicables au type d'imposition (première colonne), il est renvoyé à l'appendice 7 de l'annexe XXVII (notice du document unique – régime H – mise en libre pratique) prévue par l'arrêté ministériel du 22 juillet 1998 relatif aux déclarations en matière de douane et d'accises;

b) Base d'imposition :

- pour l'alcool éthylique et les boissons alcoolisées : le volume d'alcool pur à la température de 20°C se trouvant dans un produit contenant de l'alcool, est exprimé en pourcent et en dixième de pourcent (titre alcoométrique acquis), les fractions de dixième de pourcent étant négligées.

Le volume imposable est exprimé en hectolitres, litres et décilitres, les fractions de décilitre étant négligées. Si le volume imposable est inférieur à un décilitre, les fractions de centilitres sont négligées;

- pour les bières : le nombre d'hectolitres/degrés Plato est exprimé en nombres entiers, les fractions d'hectolitre/degré Plato étant négligées. Le volume imposable est exprimé en hectolitres et litres, les fractions de litre étant négligées. Si le volume imposable est inférieur à un litre, les fractions de décilitre sont négligées;

- pour les vins, les vins mousseux, les autres boissons fermentées et les produits intermédiaires : le nombre d'hectolitres et litres, les fractions de litre étant négligées. Si le volume imposable est inférieur à un litre, les fractions de décilitre sont négligées;

- pour les produits énergétiques et l'électricité : le nombre de litres, les fractions de litre étant négligées; le cas échéant, le poids net exprimé en kilos, les fractions de kilo étant négligées ou le nombre de MWh;

- pour le café : le poids net exprimé en kilos, les fractions de kilo étant négligées. Lorsque le poids à imposer est inférieur au kilogramme, les fractions d'hectogramme sont négligées;

- pour les limonades, les autres boissons non alcoolisées et les substances sous forme liquide, manifestement destinées à la confection de boissons non alcoolisées relevant du code NC 2202, à l'exception de boissons à base de lait ou de soja, conditionnées soit en emballage de vente au détail soit en emballage destiné à la confection de telles boissons prêtes à l'emploi : le nombre d'hectolitres et litres, les fractions de litre étant négligées. Lorsque le volume à imposer est inférieur au litre, les fractions de décilitre sont négligées;

- pour les substances sous forme de poudre, de granulés ou sous une autre forme solide, manifestement destinées à la confection de boissons non alcoolisées relevant du code NC 2202 à l'exception de boissons à base de lait ou de soja, conditionnées soit en emballage de vente au détail soit en emballage destiné à la confection de telles boissons prêtes à l'emploi : le poids net exprimé en kilos, les fractions de kilo étant négligées. Lorsque le poids à imposer est inférieur au kilogramme, les fractions d'hectogramme sont négligées;

- pour les récipients individuels (cotisation d'emballage) : la quantité de boissons mise à la consommation, exprimée en hectolitres;

c) Quotité;

d) Montant dû du droit d'accise, du droit d'accise spécial, de la redevance de contrôle, de la cotisation sur l'énergie ou de la cotisation d'emballage;

e) MP : mode de paiement :

A : Paiement comptant; E : Report de paiement; G : report de la T.V.A.;

- Les montants à indiquer dans cette case sont exprimés en euro et en centimes d'euro.

f) Droits à introduire soi-même :

Dans cette subdivision, les situations suivantes peuvent se présenter :

1. Déclaration de mise à la consommation accompagnée d'une attestation délivrée en application de l'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 3 juillet 2005 fixant les mesures d'application de certains taux réduits d'accise et de l'article 13, § 3, de l'arrêté ministériel du 27 octobre 2005 concernant la taxation des produits énergétiques et de l'électricité.

Dans cette subdivision, le déclarant reprend les montants mentionnés sur l'attestation.

Ces montants sont portés en déduction de l'accise due.

La déduction est uniquement autorisée pour les sommes mentionnées sur la déclaration de mise à la consommation portant sur le même produit.

Dans le cas où le montant mentionné sur l'attestation est supérieur aux sommes dues sur la déclaration de mise à la consommation, le solde peut soit être imputé sur la déclaration de mise à la consommation suivante soit faire l'objet d'une demande de remboursement d'accise en application de l'article 9 de la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 18 mars 2010 relatif au régime général d'accise.

2. Récupération de vapeur en application de l'article 428, § 2, de la loi-programme du 27 décembre 2004.

Dans cette subdivision, le déclarant reprend les montants relatifs à la récupération de vapeur.

Ces montants sont portés en déduction de l'accise due.

Dans le cas où le montant relatif à la récupération de vapeur est supérieur aux sommes dues sur la déclaration de mise à la consommation, le solde peut soit être imputé sur la déclaration de mise à la consommation suivante soit faire l'objet d'une demande de remboursement d'accise en application de l'article 9 de la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 18 mars 2010 relatif au régime général d'accise.

3. Remise en œuvre en application de l'article 428, § 1^{er}, de la loi-programme du 27 décembre 2004 et de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 2005 concernant la taxation des produits énergétiques et de l'électricité.

Dans cette subdivision, le déclarant reprend les montants indiqués dans la décision du conseiller.

Ces montants sont, selon le cas, portés en déduction de l'accise due ou y sont ajoutés.

Dans le cas où un montant, porté en déduction, est supérieur aux sommes dues sur la déclaration de mise à la consommation, le solde peut soit être imputé sur la déclaration de mise à la consommation suivante soit faire l'objet d'une demande de remboursement d'accise en application de l'article 9 de la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 18 mars 2010 relatif au régime général d'accise.

4. Avances relatives au gaz naturel et à l'électricité en application de l'article 16, § 3, de l'arrêté ministériel du 18 mars 2010 relatif au régime général d'accise.

Dans cette subdivision, le déclarant reprend les avances (en moins – les avances libérées et en plus – l'avance du mois).

Ces montants sont imputés à l'accise due.

Dans le cas où le montant des avances portées en déduction est supérieur aux sommes dues sur la déclaration de mise à la consommation, le solde peut soit être imputé sur la déclaration de mise à la consommation suivante soit faire l'objet d'une demande de remboursement d'accise en application de l'article 9 de la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 18 mars 2010 relatif au régime général d'accise.

Les montants à indiquer dans cette case sont exprimés en euro et en centimes d'euro.

Case 48 : Report de paiement : indiquer le numéro du compte de crédit.

Case 54 : Lieu et date, signature et nom du déclarant/représentant : l'original de la signature manuscrite de la personne intéressée suivi de ses nom et prénoms doit figurer sur l'exemplaire appelé à rester au bureau, à moins qu'une signature électronique soit apposée.

Lorsque le signataire est une personne morale, il doit faire suivre sa signature de ses nom et prénoms et de l'indication de sa qualité.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 15 juillet 2015.

Le Ministre des Finances,

J. VAN OVERTVELDT

Bijlage bij het ministerieel besluit van 15 juli 2015

Bijlage 11

AANGIFTE TEN VERBRUIK INZAKE ACCIJNZEN (TOELICHTING)**In te vullen vakken**

- Vak 1 : Aangifte : dit vak bevat drie onderverdelingen.
- Eerste onderverdeling : vermelding van het symbool "AC" om aan te geven dat het een aangifte ten verbruik inzake accijnzen betreft.
 - Tweede onderverdeling : vermelding van de code "4" als aangifte ten verbruik.
 - Derde onderverdeling : moet niet worden ingevuld.
- Vak 3 : Formulieren : vermelding van het volgnummer van de set in het totale aantal gebruikte sets (formulier AC 4 en aanvullende formulieren samen) (bijvoorbeeld, wanneer één formulier AC 4 en twee aanvullende formulieren worden overgelegd, vermeldt men op het formulier : AC 4 : 1/3; op het eerste aanvullend formulier : 2/3 en op het tweede aanvullend formulier : 3/3).
- Wanneer de aangifte slechts op één artikel betrekking heeft; d.w.z. wanneer één enkel vak 31 "omschrijving van de producten" moet worden ingevuld, dient in vak 3 1/1 te worden vermeld.
- Vak 5 : In cijfers het totale aantal artikelen vermelden dat door de belanghebbende op al de formulieren en aanvullende formulieren is aangegeven. Het aantal artikelen stemt overeen met het aantal vakken 31 dat moet worden ingevuld. Zie eveneens de aanwijzingen bij vakken 3 en 32.
- Vak 6 : Totaal colli : in cijfers het totale aantal colli vermelden.
- Vak 7 : Referentienummer : vermelding door de gebruikers die de referentie betreft die door de betrokkene op commercieel vlak aan de zending werd gegeven.
- Vak 8 : Geadresseerde : vermelding van naam en voornamen of firmanaam, rechtsvorm en adres van de belanghebbende. Ook vermelding van contactpersoon en telefoon- en faxnummer en e-mailadres.
- Betreft het een belastingentrepot of een geregistreerde geadresseerde, dan dient het accijnsnummer te worden vermeld.
 - Betreft het een distributeur inzake aardgas of elektriciteit, een producent of handelaar in kolen, cokes en bruinkool of een eindgebruiker betreffende alcohol, dan dient het vergunningsnummer te worden vermeld.
 - Nr. : vermelding KBO-nummer of rijksregisternummer.
- Vak 14 : Aangever/vertegenwoordiger : vermelding van naam en voornamen of firmanaam, rechtsvorm en adres van de belanghebbende. Ook vermelding van contactpersoon en telefoon- en faxnummer en e-mailadres.
- Betreft het een belastingentrepot of een geregistreerde geadresseerde, dan dient het accijnsnummer te worden vermeld.
 - Betreft het een distributeur inzake aardgas of elektriciteit, een producent of handelaar in kolen, cokes en bruinkool of een eindgebruiker betreffende alcohol, dan dient het vergunningsnummer te worden vermeld.
 - Nr. : vermelding KBO-nummer of rijksregisternummer.
- Vak 31 : Colli en omschrijving van de goederen; merken en nummers – container(s) nr(s). – aantal en soort : vermelding van merken, nummers, aantal en soort van de colli of bij onverpakte producten, het aantal voorwerpen of "los gestort" vermelden, al naargelang van het geval, alsmede de gegevens die nodig zijn om de producten te kunnen identificeren. Indien containers worden gebruikt, worden in dit vak tevens de merktekens daarvan vermeld.
- Onder de omschrijving van de goederen wordt verstaan de gebruikelijke handelsbenaming in bewoordingen die nauwkeurig genoeg zijn om de goederen onmiddellijk en met zekerheid te kunnen identificeren en indelen. De omschrijving kan worden voortgezet op een afzonderlijk blad dat mag bestaan uit één of meer computerlijsten en dat aan elk exemplaar van de aangifte wordt gehecht.
- In het vak of op het afzonderlijk blad moeten eveneens alle gegevens worden vermeld die voor de heffing van de accijnzen van belang zijn zoals alcoholgehalte, graden Plato, hoeveelheden per partij, enz...
- De aard van de colli wordt aangegeven volgens de lijst van codes opgenomen in bijvoegsel 4 van de bijlage XXVII (toelichting bij het enig document – regeling H – in het vrije verkeer brengen) voorzien in het ministerieel besluit van 22 juli 1998 betreffende de aangiften inzake douane en accijnzen.
- Vak 32 : Artikelnummer : in dit vak het volgnummer van het betrokken artikel vermelden in het totale aantal artikelen, opgegeven in vak 5, dat in de formulieren en aanvullende formulieren is aangegeven.
- Vak 33 : Goederen (vijfde onderverdeling) : de aanvullende nationale code. Deze code is samengesteld uit vier karakters. De codes zijn opgenomen in bijvoegsel 7 van de bijlage XXVII (toelichting bij het enig document – regeling H – in het vrije verkeer brengen) voorzien in het ministerieel besluit van 22 juli 1998 betreffende de aangiften inzake douane en accijnzen.

- Vak 37 : Regeling : dit vak bevat twee onderverdelingen waarvan alleen de eerste onderverdeling dient te worden ingevuld. De code die in deze onderverdeling moet voorkomen hangt samen met die welke in de tweede onderverdeling in vak 1 wordt weergegeven. Het gaat om een code van vier cijfers. De code zal steeds beginnen met 45 gevolgd door :
- 80 bij aangifte ten verbruik door een erkend entrepouhouder uit belastingentrepot;
 - 81 bij aangifte ten verbruik door een geregistreerde geadresseerde;
 - 82 bij aangifte ten verbruik door een tijdelijk geregistreerde geadresseerde;
 - 83 bij aangifte ten verbruik van accijnsgoederen die reeds in een andere lidstaat in verbruik werden gesteld en die in het land ten verbruik moeten worden aangegeven;
 - 84 bij aangifte ten verbruik door een distributeur inzake aardgas of elektriciteit;
 - 85 bij aangifte ten verbruik door de houder van een accijnsinrichting;
 - 86 bij aangifte ten verbruik door de houder van een vergunning "eindgebruiker" betreffende alcohol;
 - 87 in de andere gevallen.
- Vak 38 : Nettomassa (kg) : vermelding van het aantal kilo nettogewicht van de producten omschreven in vak 31 als de accijnzen op die producten worden geheven op het aantal kilo nettogewicht (koffie – zware stookolie - vloeibaar petroleumgas – steenkool – cokes – bruinkool – voor substanties onder poeder- of korrelvorm of onder een andere vaste vorm, die kennelijk bestemd zijn voor de vervaardiging van alcoholvrije dranken van de GN-code 2202, met uitzondering van dranken op basis van melk of soja, hetzij in kleinhandelsverpakking, hetzij in een verpakking die bestemd is voor de vervaardiging van dergelijke voor gebruik gerede alcoholvrije dranken).
- Vak 40 : Summiere aangifte/Voorafgaand document : het betreft verwijzingen naar de voorraadadministratie of naar de volgende documenten :
- e-AD;
 - VGD;
 - handelsdocument;
 - andere.
- Vermelding van nummer en datum van het geleidedocument waarmee de producten onder de accijnsschorsingsregeling naar de geregistreerde geadresseerde of de tijdelijk geregistreerde geadresseerde werden gezonden of vermelding van de inschrijving in de voorraadadministratie.
- Vak 41 : Aanvullende eenheden : in voorkomend geval voor het betrokken artikel de hoeveelheid vermelden in de van toepassing zijnde eenheid.
- Voor ethylalcohol en alcoholhoudende dranken : het aantal liter bij 20°C tot op twee decimalen;
 - Voor bier, wijn, mousserende wijn, andere gegiste dranken en tussenproducten : het aantal liter;
 - Voor energieproducten en elektriciteit : het aantal liter bij 15°C; of in voorkomend geval het aantal kilo of het aantal MWh;
 - Voor koffie : het nettogewicht in kilo;
 - Voor limonade, andere alcoholvrije dranken en de substanties onder vloeibare vorm, die kennelijk bestemd zijn voor de vervaardiging van alcoholvrije dranken van de GN-code 2202, met uitzondering van dranken op basis van melk of soja, hetzij in kleinhandelsverpakking, hetzij in een verpakking die bestemd is voor de vervaardiging van dergelijke voor gebruik gerede alcoholvrije dranken : het aantal liter;
 - Voor substanties onder poeder- of korrelvorm of onder een andere vaste vorm, die kennelijk bestemd zijn voor de vervaardiging van alcoholvrije dranken van de GN-code 2202, met uitzondering van dranken op basis van melk of soja, hetzij in kleinhandelsverpakking, hetzij in een verpakking die bestemd is voor de vervaardiging van dergelijke voor gebruik gerede alcoholvrije dranken : het nettogewicht in kilo;
 - Voor individuele verpakkingen (verpakkingsheffing) : de in verbruik gebrachte hoeveelheid dranken, uitgedrukt in hectoliter.
- Vak 42 : Prijs van de goederen : die moet enkel ingevuld worden indien btw moet voldaan worden via de aangifte ten verbruik. Hier dient de prijs van de goederen opgenomen te worden, uitgedrukt in euro.
- Vak 44 : Bijzondere vermeldingen :
- dit vak vermeldt de periode waarop de aangifte slaat;
 - bij een aangifte ten verbruik voor de producten kolen, cokes en bruinkool moeten de facturen of een lijst met alle noodzakelijke gegevens vermeld op die leveringsfacturen door de aangever bewaard worden tot en met 31 december van het vijfde jaar volgend op dit van indiening van de aangifte.
- In de aangifte ten verbruik moeten bovendien de volgende gegevens met betrekking tot deze facturen of lijsten worden vermeld :
- o referentienummer;
 - o datum;

o eventueel bijkomende info;

- indien het herbruikbare verpakkingen betreft moet het referentienummer (D.A.-nummer) van de "Machtiging erkenning als individuele herbruikbare verpakking" toegekend door de administrateur-generaal douane en accijnzen vermeld worden;

- bij een aangifte ten verbruik met vrijstelling van accijnzen moet de betrokken wettelijke bepaling worden vermeld;

- bij een aangifte ten verbruik met een attest in toepassing van artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit van 3 juli 2005 houdende maatregelen voor de toepassing van bepaalde verlaagde tarieven inzake accijnzen en van artikel 13, § 3, van het ministerieel besluit van 27 oktober 2005 betreffende de belasting van energieproducten en elektriciteit, moet het attest door de aangever bewaard worden tot en met 31 december van het vijfde jaar volgend op dit van indiening van de aangifte.

In de aangifte ten verbruik moeten bovendien de volgende gegevens met betrekking tot dit attest worden vermeld :

o referentienummer;

o datum;

o eventueel bijkomende info;

- bij het toekennen van een verlaagd accijnstarief of een vrijstelling inzake accijnzen aan personen die beschikken over een vergunning "energieproducten en elektriciteit" moet het nummer van de vergunning "energieproducten en elektriciteit", de productcode en het nummer van de vestiging opgenomen worden. Wanneer de producten zouden bestemd zijn voor alle vestigingsplaatsen van het bedrijf, moeten slechts het vergunningsnummer en de productcode worden vermeld.

- bij een aangifte ten verbruik voor goederen uitgeslagen uit een belastingentrepot onder dekking van het document 136F overeenkomstig het model gevoegd als bijlage XI bij het ministerieel besluit van 22 juli 1998 betreffende de aangiften inzake douane en accijnzen, moet het document 136F door de aangever bewaard worden tot en met 31 december van het vijfde jaar volgend op dit van indiening van de aangifte.

In de aangifte ten verbruik moeten bovendien de volgende gegevens met betrekking tot dit document worden vermeld :

o referentienummer;

o datum;

o eventueel bijkomende info;

- bij een aangifte ten verbruik voor goederen uitgeslagen uit een belastingentrepot onder dekking van het tweede exemplaar van het certificaat, vastgesteld bij Verordening (EG) nr. 31/96 van de Commissie van 10 januari 1996 betreffende het certificaat van vrijstelling van accijnzen, moet het certificaat door de aangever bewaard worden tot en met 31 december van het vijfde jaar volgend op dit van indiening van de aangifte.

In de aangifte ten verbruik moeten bovendien de volgende gegevens met betrekking tot dit certificaat worden vermeld :

o referentienummer;

o datum;

o eventueel bijkomende info;

- bij een aangifte ten verbruik waar gebruik wordt gemaakt van een beslissing betreffende damprecuperatie moet deze beslissing door de aangever bewaard worden tot en met 31 december van het vijfde jaar volgend op dit van indiening van de aangifte.

In de aangifte ten verbruik moeten bovendien de volgende gegevens met betrekking tot deze beslissing worden vermeld :

o referentienummer;

o datum;

o eventueel bijkomende info;

- bij een aangifte ten verbruik waar gebruik wordt gemaakt van een beslissing betreffende herbewerking moet deze beslissing door de aangever bewaard worden tot en met 31 december van het vijfde jaar volgend op dit van indiening van de aangifte.

In de aangifte ten verbruik moeten bovendien de volgende gegevens met betrekking tot deze beslissing worden vermeld :

o referentienummer;

o datum;

o eventueel bijkomende info;

- bij een aangifte ten verbruik inzake aardgas en/of elektriciteit moet de berekeningsnota van de voorschotten door de aangever bewaard worden tot en met 31 december van het vijfde jaar volgend op dit van indiening van de aangifte.

Het deelvak "Code B.V." (bijzondere vermeldingen) hoeft niet te worden ingevuld.

Vak 47 :

Berekening van de belastingen : vermelding van het type van belasting, de maatstaf van heffing, het tarief, het verschuldigde bedrag van de betrokken belasting, het totaalbedrag van de belasting, de gekozen wijze van betaling en zelf ingebrachte verschuldigheden.

a) Type van belasting :

voor de codes die van toepassing zijn in verband met type van belasting (eerste kolom) wordt verwezen naar bijvoegsel 7 van de bijlage XXVII (toelichting bij het enig document – regeling H – in het vrije verkeer brengen) voorzien in het ministerieel besluit van 22 juli 1998 betreffende de aangiften inzake douane en accijnzen;

b) Maatstaf van heffing :

- voor ethylalcohol en alcoholhoudende dranken : het volume absolute alcohol bij een temperatuur van 20°C, vervat in een alcoholhoudend product, wordt uitgedrukt in percenten tot op een tiende van een percent nauwkeurig (effectief alcoholvolumegehalte) waarbij delen van een tiende percent worden verwaarloosd.

Het te belasten volume wordt uitgedrukt in hectoliter, in liter en in deciliter, waarbij delen van een deciliter worden verwaarloosd. Wanneer het te belasten volume kleiner is dan een deciliter, worden de delen van een centiliter verwaarloosd;

- voor bier : het aantal hectolitergraden Plato uitgedrukt in gehele getallen waarbij delen van een hectolitergraad Plato worden verwaarloosd. Het te belasten volume wordt uitgedrukt in hectoliter en in liter, waarbij delen van een liter worden verwaarloosd. Wanneer het te belasten volume kleiner is dan een liter, worden de delen van een deciliter verwaarloosd;

- voor wijn, mousserende wijn, andere gegiste dranken en tussenproducten : het aantal hectoliter en liter, waarbij delen van een liter worden verwaarloosd. Wanneer het te belasten volume kleiner is dan een liter, worden de delen van een deciliter verwaarloosd;

- voor energieproducten en elektriciteit : het aantal liter waarbij delen van een liter wegvallen; of in voorkomend geval, het nettogewicht in kilo waarbij delen van een kilo wegvallen of het aantal MWh;

- voor koffie : het nettogewicht in kilo waarbij delen van een kilo wegvallen. Wanneer het te belasten gewicht kleiner is dan een kilogram, worden de delen van een hectogram verwaarloosd;

- voor limonade, andere alcoholvrije dranken en de substanties onder vloeibare vorm, die kennelijk bestemd zijn voor de vervaardiging van alcoholvrije dranken van de GN-code 2202, met uitzondering van dranken op basis van melk of soja, hetzij in kleinhandelsverpakking, hetzij in een verpakking die bestemd is voor de vervaardiging van dergelijke voor gebruik gereede alcoholvrije dranken : het aantal hectoliter en liter, waarbij delen van een liter wegvallen. Wanneer het te belasten volume kleiner is dan een liter, worden de delen van een deciliter verwaarloosd;

- voor substanties onder poeder- of korrelvorm of onder een andere vaste vorm, die kennelijk bestemd zijn voor de vervaardiging van alcoholvrije dranken van de GN-code 2202, met uitzondering van dranken op basis van melk of soja, hetzij in kleinhandelsverpakking, hetzij in een verpakking die bestemd is voor de vervaardiging van dergelijke voor gebruik gereede alcoholvrije dranken : het nettogewicht in kilo, waarbij delen van een kilogram worden verwaarloosd. Wanneer het te belasten gewicht kleiner is dan een kilogram, worden de delen van een hectogram verwaarloosd;

- voor individuele verpakkingen (verpakkingsheffing) : de in verbruik gebrachte hoeveelheid dranken, uitgedrukt in hectoliter;

c) Heffingsvoet;

d) Verschuldigd bedrag van de betrokken accijns, bijzondere accijns, controleretributie, bijdrage op de energie of verpakkingsheffing;

e) WB : wijze van betaling :

A : Contante betaling; E : Uitstel van betaling; G : Verlegging btw;

De in dit vak in te vullen bedragen worden uitgedrukt in euro en in eurocenten.

f) Zelf ingebrachte verschuldigheden :

In deze rubriek kunnen zich de volgende situaties voordoen :

1. Aangifte ten verbruik met een attest in toepassing van artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit van 3 juli 2005 houdende maatregelen voor de toepassing van bepaalde verlaagde tarieven inzake accijnzen en van artikel 13, § 3, van het ministerieel besluit van 27 oktober 2005 betreffende de belasting van energieproducten en elektriciteit.

De aangever kan in deze rubriek de bedragen vermeld op het attest opnemen. Deze bedragen worden dan in mindering gebracht van de verschuldigde accijnzen.

De vermindering wordt enkel toegestaan voor de sommen die vermeld worden op de aangifte ten verbruik van exact hetzelfde product.

Indien het bedrag vermeld op het attest hoger is dan de sommen die op de aangifte ten verbruik moeten worden vereffend, kan het resterende bedrag aangerekend worden op de eerstvolgende aangifte ten verbruik die wordt ingediend of kan in toepassing van artikel 9 van de wet van 22 december 2009 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen en van artikel 18 van het ministerieel besluit van 18 maart 2010 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen de terugbetaling van de accijns gevraagd worden.

2. Damprecuperatie in toepassing van artikel 428, § 2, van de programmawet van 27 december 2004.

De aangever kan in deze rubriek de bedragen opnemen met betrekking tot damprecuperatie.

Deze bedragen worden dan in mindering gebracht van de verschuldigde accijnzen.

Indien het bedrag betreffende de damprecuperatie hoger is dan de sommen die op de aangifte ten verbruik moeten worden vereffend, kan het resterende bedrag aangerekend worden op de eerstvolgende aangifte ten verbruik die wordt ingediend of kan in toepassing van artikel 9 van de wet van 22 december 2009 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen en van artikel 18 van het ministerieel besluit van 18 maart 2010 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen de terugbetaling van de accijns gevraagd worden.

3. Herbewerking in toepassing van artikel 428, § 1 van de programmawet van 27 december 2004 en van artikel 15 van het ministerieel besluit van 27 oktober 2005 betreffende de belasting van energieproducten en elektriciteit.

De aangever kan in deze rubriek de bedragen opgenomen in de beslissing van de adviseur opnemen.

Deze bedragen worden dan, afhankelijk van het geval, in mindering gebracht van of toegevoegd aan de verschuldigde accijnzen.

Indien een bedrag in mindering dient gebracht te worden, en dit bedrag is hoger dan de sommen die op de aangifte ten verbruik moeten worden vereffend, kan het resterende bedrag aangerekend worden op de eerstvolgende aangifte ten verbruik die wordt ingediend of kan in toepassing van artikel 9 van de wet van 22 december 2009 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen en van artikel 18 van het ministerieel besluit van 18 maart 2010 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen de terugbetaling van de accijns gevraagd worden.

4. Voorschotten inzake aardgas en elektriciteit in toepassing van artikel 16, § 3, van het ministerieel besluit van 18 maart 2010 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen.

De aangever kan in deze rubriek de voorschotten (in min – de gestorte voorschotten en in plus – het voorschot van de maand) opnemen.

Deze bedragen worden verrekend met de verschuldigde accijnzen.

Indien het bedrag van de voorschotten in min hoger is dan de sommen die op de aangifte ten verbruik moeten worden vereffend, kan het resterende bedrag aangerekend worden op de eerstvolgende aangifte ten verbruik die wordt ingediend of kan in toepassing van artikel 9 van de wet van 22 december 2009 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen en van artikel 18 van het ministerieel besluit van 18 maart 2010 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen de terugbetaling van de accijns gevraagd worden.

Vak 48 : Uitstel van betaling : vermelding van het nummer van de kredietrekening.

Vak 54 : Plaats en datum, handtekening en naam van de aangever of zijn vertegenwoordiger : op het door het kantoor te bewaren exemplaar moet het origineel van de handgeschreven handtekening van de betrokken persoon gevolgd door zijn naam en voornamen voorkomen, tenzij een elektronische handtekening werd aangebracht.

Wanneer deze een rechtspersoon is, dient diegene die ondertekent zijn handtekening en zijn naam en voornamen door de vermelding van zijn functie te laten volgen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 15 juli 2015.

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2015/09375]

16 JUIN 2015. — Arrêté royal octroyant une subvention de 23.000 euros à la « Kinderrechtencoalitie Vlaanderen vzw » pour l'année budgétaire 2015

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2015, notamment la section 12 – SPF Justice;

Considérant qu'un crédit de quarante-six mille euros (46.000 euros) est inscrit à la division organique 40, programme d'activité 31, allocation de base 33.00.13 du budget administratif du Service Public Fédéral Justice pour l'année budgétaire 2015;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, notamment les articles 121 à 124;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2015/09375]

16 JUNI 2015. — Koninklijk besluit houdende de toekenning van een toelage van 23.000 euro aan de « Kinderrechtencoalitie Vlaanderen vzw » voor het begrotingsjaar 2015

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 december 2014 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2015, inzonderheid op de sectie 12 – FOD Justitie;

Overwegende dat een krediet van zes en veertigduizend euro (46.000 euro) op de organisatieafdeling 40, activiteitenprogramma 31, basisallocatie 33.00.13 van de administratieve begroting van het Federale Overheidsdienst Justitie voor het begrotingsjaar 2015 is ingeschreven;

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de Federale Staat, inzonderheid op de artikelen 121 tot 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve- en begrotingscontrole;